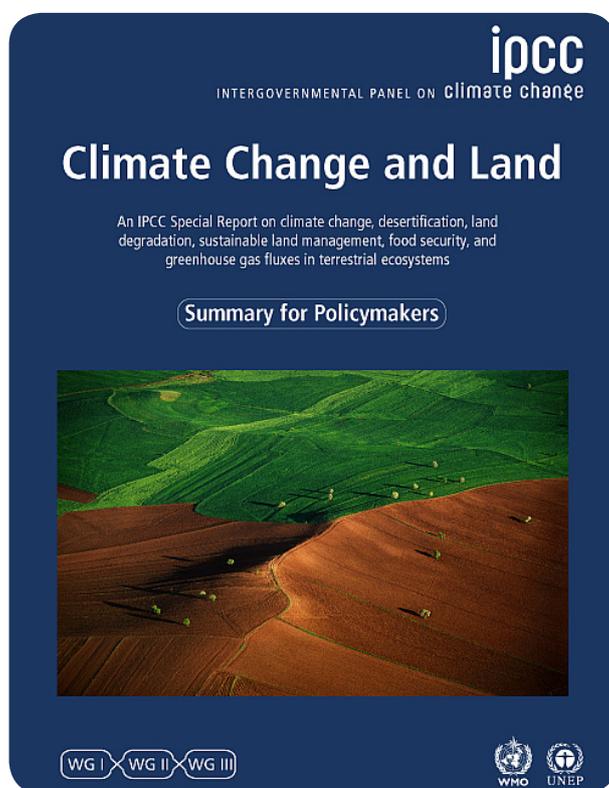


RAPPORT DU GIEC

RÉSUMÉ AOÛT 2019



<https://citoyenspourleclimat.org/>



Commandé au GIEC en 2016, ce rapport spécial a été rendu en Août 2019. Il se consacre à la question des terres émergées et à ce qu'on appelle dans le jargon l'AFOLU.

AFOLU : Agriculture, Foresterie et Autre Usage des Sols, concerne toutes les activités humaines qui touchent aux terres – production alimentaire, urbanisation, destruction de zones humides, reforestation...

On y parle souvent de dégradation des terres – ce que le rapport définit comme « une évolution négative de l'état des terres, causée par des actions humaines directes ou indirectes (y compris le changement climatique), et qui engendre la réduction à long terme ou la perte d'au moins un des éléments suivants : productivité biologique, intégrité écologique ou valeur pour les humains ».

SOMMAIRE

Ce résumé reprend entre autres les 4 parties du « résumé pour décideurs »

- 1.** Populations, terres émergées et climat dans un monde qui se réchauffe
- 2.** Options d'adaptation et d'atténuation
- 3.** Permettre des options de réponse
- 4.** Mesures à court terme
- 5.** Comment sont rédigés les rapports du GIEC ?

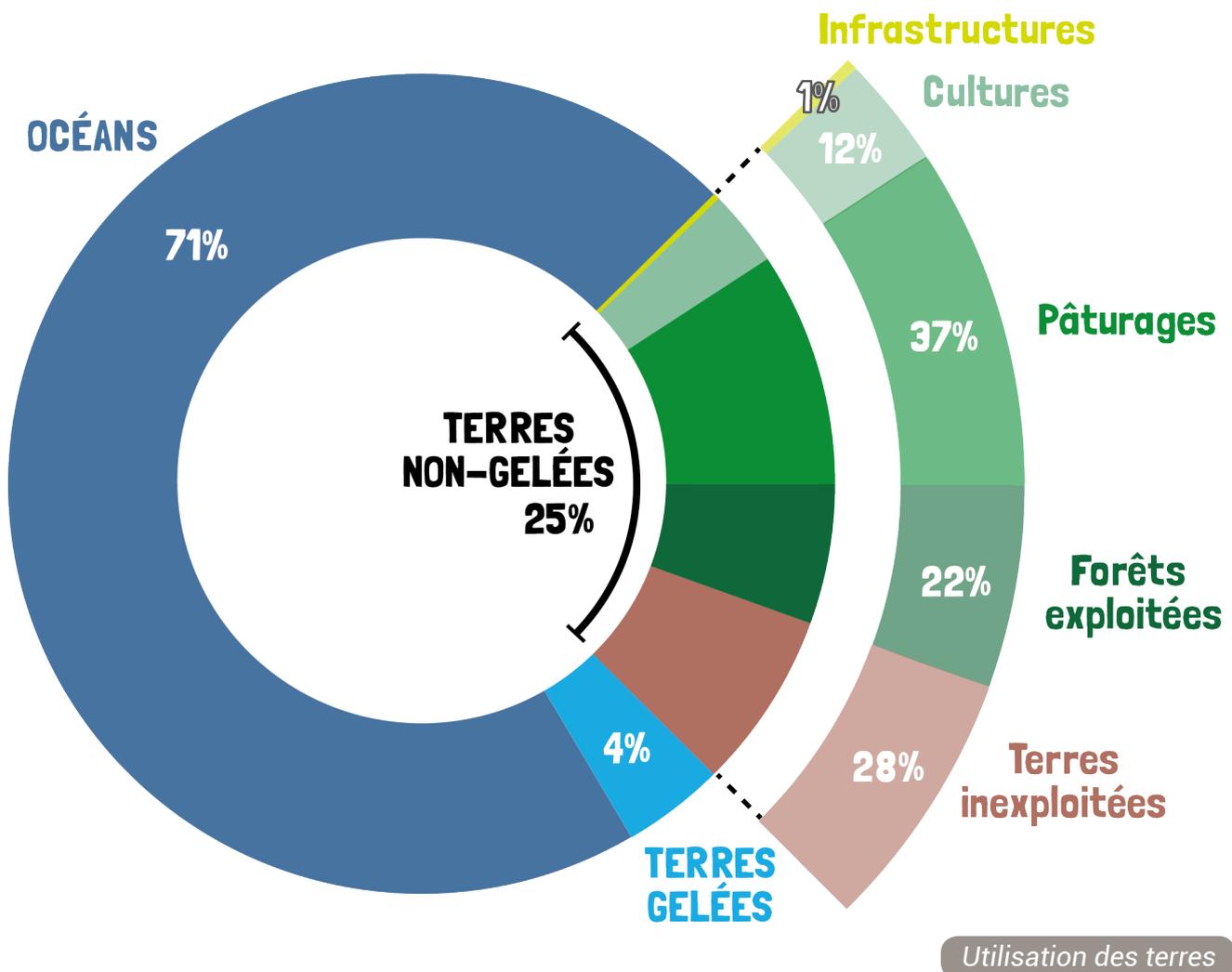
1

POPULATIONS, TERRES ÉMÉRGÉES ET CLIMAT DANS UN MONDE QUI SE RÉCHAUFFE

Pourquoi une bonne gestion des terres émergées est-elle si importante ?

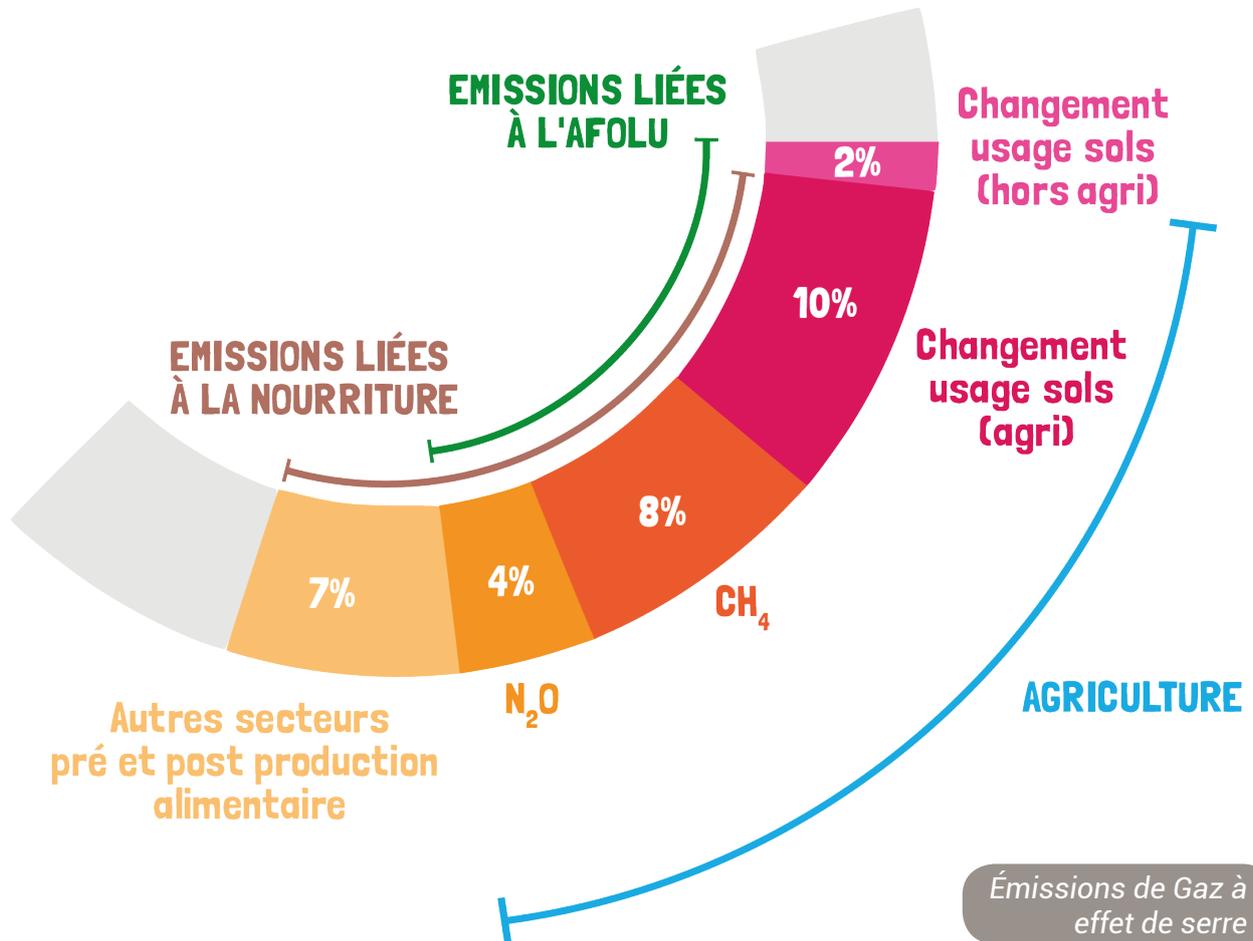
Parce qu'outre celle de la production alimentaire, la question des terres émergées inclut aussi celle de notre accès à l'eau douce, et aux services écosystémiques. Les terres jouent également un rôle crucial dans la

régulation du climat, en absorbant environ 30% de nos émissions de carbone. Or, nos activités affectent plus de 70% des terres non gelées. À l'heure actuelle, 1/4 des terres habitables sont dégradées. Dans les champs, l'érosion des sols est entre 20 fois (agriculture sans labour) et 100 fois (agriculture avec labour) plus rapide que leur formation.



L'AFOLU contribue à 23% de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre liées aux activités humaines. **Dans son ensemble, le système alimentaire** (qui comprend également le changement d'usage des sols, la production, la transformation, le transport, la vente, la

préparation des aliments) **pèse pour près d'un tiers de nos émissions de gaz à effet de serre, alors que 25-30% de la nourriture produite est gâchée.**



Le changement climatique actuel (1°C de réchauffement depuis l'ère pré-industrielle) a d'ores et déjà déplacé certaines zones climatiques (expansion des zones arides, réduction des zones polaires) et affecte désormais la sécurité alimentaire.

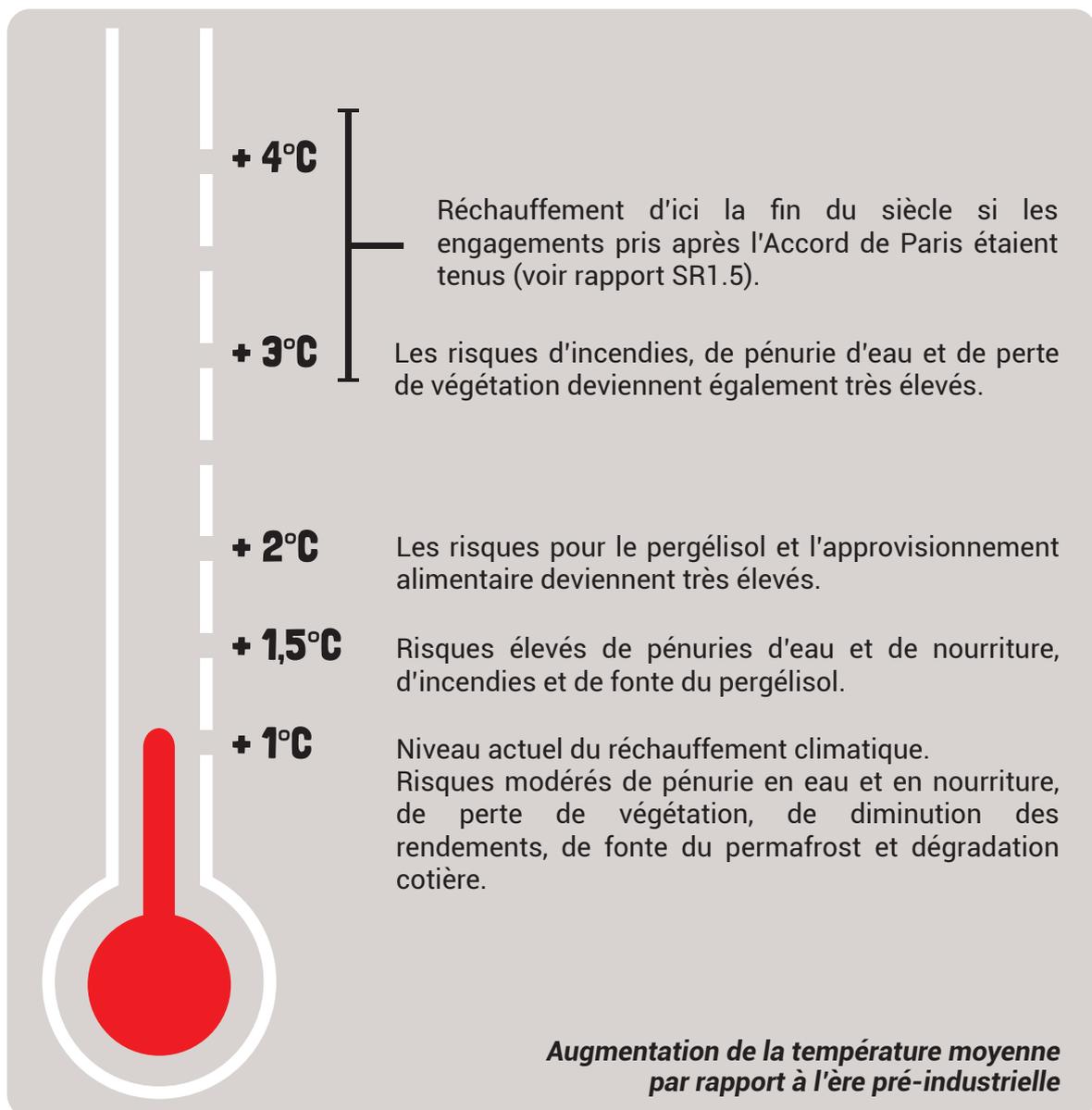
Aujourd'hui, **500 millions** de personnes vivent dans des zones touchées par la désertification et **821 millions** de personnes souffrent de la faim. Les personnes vivant dans les zones où les terres subissent dégradation ou désertification sont affectées de plus en plus négativement par le changement climatique.

La température moyenne à la surface des continents a déjà augmenté presque deux fois plus que la température moyenne à la surface de la Terre (car les océans se réchauffent plus lentement).

Changement climatique et dégradation des terres forment un cercle vicieux.

L'augmentation de la température et la dégradation des sols réduit leur capacité à stocker du carbone, ce qui accélère le changement climatique.

Dans l'autre sens, le changement climatique aggrave la dégradation des terres : augmentation de la durée, de la fréquence et de l'intensité de phénomènes extrêmes qui amplifient l'érosion (canicules et tempêtes...), montée du niveau des mers, stress hydrique... Plus les températures augmentent, plus les risques deviennent importants – avec potentiellement des conséquences en cascade.



La croissance démographique, les changements dans la consommation de denrées alimentaires, de nourriture pour les animaux d'élevage, de fibres, de bois et d'énergie entraînent des rythmes d'utilisation des terres et de l'eau douce croissants et sans précédent. Parmi les différents scénarios envisagés par le GIEC, ceux dans lesquels on continue comme maintenant (c'est à

dire avec un besoin de terres élevé, une consommation intensive en ressources et peu d'efforts pour améliorer les techniques agricoles au niveau mondial) montrent des risques de plus en plus élevés de pénurie d'eau, de perte de sécurité alimentaire et de dégradation des terres.

Au sein des populations touchées ou menacées, les femmes, les plus jeunes, les personnes âgées et les personnes défavorisées sont les plus exposées au risque.



2

OPTIONS D'ADAPTATION ET D'ATTÉNUATION

Les terres peuvent être utilisées pour réduire le changement climatique et atténuer ses effets ou pour assurer de manière durable les besoins de l'humanité. Ces deux objectifs sont-ils compatibles ?



Oui, quand les mesures se complètent. Beaucoup d'actions climatiques impliquant les terres (production durable de nourriture, meilleure gestion des forêts, gestion du carbone dans le sol, lutte contre la déforestation et la dégradation des sols, réduction du gaspillage alimentaire) sont également bénéfiques pour la préservation des sols et la sécurité alimentaire. L'inverse est également vrai : les mesures de préservation des terres peuvent contribuer à réduire le changement climatique et à atténuer ses effets, par exemple en diminuant les émissions de gaz à effet de serre ou en capturant le carbone déjà présent dans l'atmosphère (voir le tableau ci dessous).



Oui également quand les mesures ne sont pas concurrentes. C'est en particulier le cas des mesures climatiques qui ne demandent pas qu'on y consacre des terres (meilleure gestion des sols, changement de régime alimentaire, réduction du gaspillage).



Cependant, certaines mesures climatiques demandent qu'on y consacre des surfaces importantes et peuvent entrer en concurrence avec les autres objectifs de développement durable. Par exemple, pour atteindre une réduction des émissions de plusieurs milliards de tonnes de CO² par an avec de la reforestation, du boisement ou des cultures bioénergétiques, il faut consacrer à ces mesures des surfaces autrement allouées à d'autres usages. Si elles ne sont pas menées correctement, ces mesures entraînent également des risques pour la dégradation des sols (en fonction des pratiques agricoles) ou la sécurité alimentaire (si ces cultures se développent au détriment de l'agriculture vivrière). Pour atteindre une

réduction importante des émissions sans effets négatifs, il ne suffit pas de consacrer à ces mesures des millions de km², il faut également faire attention à leur intégration environnementale et socio-économique.



Par ailleurs, si les terres peuvent jouer un rôle important dans la lutte climatique, ces mesures ont également leurs limites et leur mise en œuvre dépend du contexte local. Par exemple, les mesures qui peuvent stocker du carbone dans le sol (reforestation, création de nouvelles forêts, gestion du carbone, agroforesterie...) ne conservent pas le carbone éternellement. Pire, le carbone peut être réémis en cas d'incendie ou d'inondation.

Le rapport évalue le potentiel et les risques de très nombreuses mesures. En voici quelques exemples^[1] dans le tableau suivant.

MESURE						COÛTS ^{1,21}	ENJEUX ET RISQUES
	ATTÉNUATION	ADAPTATION	DÉSERTIFICATION	DÉGRADATION DES SOLS	SÉCURITÉ ALIMENTAIRE		
Augmentation des rendements	■	■	■	■	■	■	Produire plus sur moins d'espace. La surexploitation ou un usage accru de produits phytosanitaires ou azotés peut avoir des effets négatifs importants.
Meilleures pratiques de culture	■	■	■	■	■	■	Choix de variétés adaptées localement, fertilisation, réduction du labour, couvert végétal, irrigation...
Meilleures pratiques d'élevage	■	■	■	■	■	■	Choix d'espèces adaptées localement, gestion de l'aliment, gestion des déjections...
Agroforesterie	■	■	■	■	■	■	Plantation d'arbres dans des zones de culture ou de pâturage. Stockage de carbone et d'azote dans le sol. Produit des bénéfices écosystémiques, meilleure résilience au changement climatique.
Meilleure gestion des forêts	■	■	■	■	■	■	Régénération accélérée des arbres. Stockage de carbone dans le sol (si exploitation lente), production de bois pour remplacer d'autres matériaux plus émetteurs (si exploitation rapide).
Réduction de la déforestation	■	■	■	■	■	■	Une stratégie capitale contre le changement climatique. Réduire la déforestation peut accroître la pression pour les terres agricoles et peser sur les populations locales.
Reforestation	■	■	■	■	■	■	Retransformer en forêt des terres qui étaient autrefois boisées.
Afforestation	■	■	■	■	■	■	Transformer en forêt des terres qui n'ont jamais été boisées.
Stockage de carbone dans le sol	■	■	■	■	■	■	Changement d'usage des sols, choix des plantations, fertilisation adaptée, non labour... Un sol avec davantage de matière organique retient aussi mieux l'eau.
Gestion des incendies	■	■	■	■	■	■	Prévention des incendies, actions rapides en cas de feu, restauration du milieu après l'incendie.
Bioénergie	■	■	■	■	■	■	La bioénergie a un potentiel important, mais soulève également des risques : compétition avec les cultures vivrières, déforestation, dégradation des sols...
Changement de régime alimentaire	■	■	■	■	■	■	Le potentiel de réduction d'émission dépend des régimes, dans l'ordre décroissant : vegan, végétarien, flexitarien puis "carné précautionneux du climat".
Réduction pertes et gaspillages	■	■	■	■	■	■	30% de la production alimentaire est gâchée, au niveau du champ, du transport, de la distribution ou du consommateur.

Affecte des dizaines de millions de personnes ou des millions de km².

TRÈS NÉGATIF



TRÈS POSITIF

Affecte des dizaines de millions de personnes ou des millions de km².

Coût >200\$ par tCO₂e ou par hectare.

Coût <10\$ par tCO₂e ou par hectare.

Potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre de différentes mesures liées aux terres émergées.

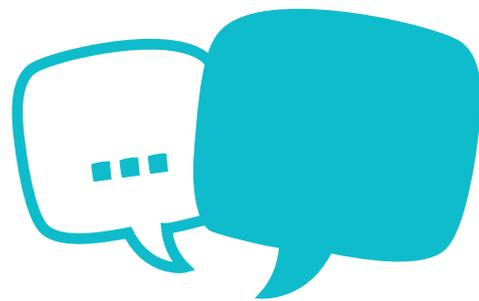
3

PERMETTRE DES OPTIONS DE RÉPONSE

Une seule et même politique ne peut pas être adaptée à l'intégralité des situations, compte tenu de la complexité des défis à relever et de la diversité des acteurs impliqués. Il faut plutôt développer un ensemble de stratégies qui tiennent compte de l'environnement et du contexte socio-économique local. Reconnaître les retombées positives et les compromis lors de la conception des politiques peut faciliter leur mise en œuvre.

Les stratégies qui agissent sur le système alimentaire (y compris celles qui se concentrent sur la réduction du gaspillage et le changement de régime alimentaire)

sont particulièrement intéressantes. Elles peuvent avoir des conséquences importantes sur des questions très diverses, de la sécurité alimentaire à la protection des terres en passant par la réduction des émissions et l'amélioration de la santé publique.



Pour que des mesures soient efficaces, elles doivent être choisies, mises en œuvre et accompagnées par les acteurs locaux, et en particulier celles et ceux qui sont les plus vulnérables aux effets du changement climatique (communautés autochtones, populations les plus pauvres, femmes...). De même, la coordination entre différents secteurs (comme la santé publique, les transports, l'eau, l'énergie ou les infrastructures), dans la mise en place de mesures peut accroître leurs effets bénéfiques.

4

MESURES À COURT TERME

Des mesures peuvent être mises en œuvre dès aujourd'hui pour s'attaquer aux problèmes de désertification, de dégradation des terres et de sécurité alimentaire – tout en continuant à développer des actions de long terme pour lutter contre le changement climatique. Citons par exemple :

1. le transfert et le déploiement de technologies ;
2. la mise en place de mécanismes financiers ;
3. l'éducation sur les méthodes de gestion durable des terres ;
4. la création de systèmes d'alerte rapides.

Ces actions auront des effets positifs sur le plan social, économique, écologique et pour le développement des sociétés. Si elles sont parfois coûteuses, elles restent bien moins chères que l'inaction.

Il est estimé que chaque dollar investi aujourd'hui dans la restauration des terres économisera entre 3 et 6\$ dans les 30 années à venir^[3].

À l'inverse, tout retard dans la mise en place de mesures adaptées augmentera le coût et réduira l'efficacité des solutions qui seront finalement déployées. Ce retard pris dans la lutte climatique risque d'engendrer des effets irréversibles sur de nombreux écosystèmes terrestres qui jouent un rôle critique pour l'alimentation, l'accès à l'eau ou l'habitabilité des terres.



**CHAQUE DEMI DEGRÉ COMPTE.
CHAQUE ANNÉE COMPTE.
CHAQUE ACTION COMPTE.**



5

COMMENT SONT RÉDIGÉS LES RAPPORTS DU GIEC ?

Le GIEC* est composé de 3 groupes de travail :

1. Aspects scientifiques du système climatique et de l'évolution du climat.
2. Conséquences des changements climatiques sur les systèmes socio-économiques et naturels.
3. Évaluation des solutions pour limiter les émissions et atténuer les changements.

Au sein de chaque groupe et pour chacune des thématiques (chapitres), une équipe d'experts évalue la littérature scientifique et en fait une synthèse, qui est ensuite évaluée par des experts indépendants.

Ce rapport en quelques chiffres :

7 CHAPITRES

107 AUTEURS DE **52** PAYS

53% VENANT DE PAYS EN DEVELOPPEMENT

40% DE FEMMES PARMI
LES COORDINATEURS DE CHAPITRE

7000 PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES
PASSÉES EN REVUE

28 275 COMMENTAIRES DE RELECTURE
D'EXPERTS ET DE GOUVERNEMENTS

* **GIEC** : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

FONCTIONNEMENT DU GIEC

Le résumé pour décideur est approuvé, ce qui veut dire que chaque ligne est validée par chacun des pays membres - y compris les Etats Unis ou l'Arabie Saoudite. Il y a donc un peu de

négociation sur la manière dont les choses sont présentées dans le résumé, mais il ne peut en aucun cas être en contradiction avec le rapport complet. Cette approbation donne néanmoins au résumé un poids politique considérable.

RÉUNION PRÉPARATOIRE

Des experts désignés par des gouvernements et des organisations ayant le statut d'observateur auprès du GIEC définissent les grandes lignes du rapport.

APPROBATION DE LA STRUCTURE

Le GIEC approuve les grandes lignes du rapport



DÉSIGNATION DES AUTEURS et SÉLECTION



Les gouvernements et les organisations ayant le statut d'observateur auprès du GIEC désignent des experts à titre d'auteurs. Les bureaux sélectionnent les auteurs.

1^{ère} VERSION DU RAPPORT

Les auteurs établissent une 1^{ère} version du rapport qui est examinée par les experts.



2^{ème} VERSION DU RAPPORT

La 2^{ème} version du rapport et la 1^{ère} version du résumé à l'intention des décideurs sont soumises à un examen par les gouvernements et les experts.



VERSION FINALE

Les auteurs établissent les versions définitives du rapport et du résumé à l'intention des décideurs, qui sont ensuite distribuées aux gouvernements.



EXAMEN PAR LES GOUVERNEMENTS

Les gouvernements passent en revue la version finale du résumé en vue de son approbation



APPROBATION et ACCEPTATION DU RAPPORT



Le groupe de travail / GIEC approuve le résumé à l'intention des décideurs et accepte le rapport.

Le rapport en lui-même est adopté (c'est-à-dire validé section par section) ou accepté (validation globale), suivant le type de rapport.

PUBLICATION DU RAPPORT



SOURCES

[1] Chapitre 6 du rapport complet, Tableaux 6.56 à 6.59

[2] Chapitre 6 du rapport complet, Tableaux 6.62 à 6.68

[3] Chapitre 7 du rapport complet, Cross-chapter Box 10 (iii)

Rapport complet :

<https://www.ipcc.ch/report/srccl/>

Traduction citoyenne du rapport :

https://fr.wikisource.org/wiki/Rapport_sp%C3%A9cial_du_GIEC_sur_le_changement_climatique_et_les_terres_%C3%A9merg%C3%A9es

Retrouvez les productions scientifiques de CPLC sur

<https://citoyenspourelclimat.org/informations/>

et

<https://citoyenspourelclimat.org/mediation-scientifique/>

FACEBOOK.com/groups/1630479090389945/

TWITTER.com/CPLCFrance

INSTAGRAM.com/citizens.for.climate.official/

YOUTUBE.com/channel/UC2DZgtxt2qYhsJRUEWqd19Q

LINKEDIN.com/company/citoyens-pour-le-climat/

SNAPCHAT.com/add/cplc.officiel

